

Procès-verbal

(Mis à jour le 22 février 2024)

280^e réunion du Comité de direction 21 et 22 novembre 2023 Hôtel Delta Ottawa City Centre

Sont présents :

Membres du Comité de direction

Peter McInnis, président (ST.FXAUT), président d'assemblée
Yalla Sangaré, trésorier (APPBUSA)
Robin Whitaker, vice-présidente (MUNFA)
Brenda Austin-Smith, présidente sortante (UMFA)
Shirley Chau, représentante ordinaire (Général) (UBCFA)
Claudia Steinke, représentante ordinaire (Général) (ULFA)
Chantale Jeanrie, représentante ordinaire (Québec) (SPUL)
David Newhouse, représentant ordinaire (Autochtone) (TUFA)
Patrick Noël, représentant ordinaire (Francophone) (APPUSB)
Marvin Claybourn, coprésident, Comité de l'équité (FAUST)
Kate Cushon, présidente, Comité des bibliothécaires et des archivistes (URFA)
Larry Savage, président, Comité de la négociation collective et de l'organisation (BUFA)
Michael Arfken, président, Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi (UPEIFA)
Nick Papatheodorakos, président, Comité du personnel académique contractuel (CUPFA)
David Robinson, directeur général

Personnel de l'ACPPU :

Tony Cantin, directeur des finances, ressources humaines et opérations
Sarah Godwin, directrice des services des relations du travail et avocate principale
Justine De Jaeger, directrice des actions politiques et des communications
Margaret McGovern-Potié, chef des services exécutifs

Absence :

Susan Spronk, coprésidente, Comité de l'équité (APUO)

Remarques préliminaires et reconnaissance du territoire

Le président souhaite la bienvenue aux membres présents à la 280^e réunion du Comité de direction de l'ACPPU. Il fait observer que la présente réunion se tient sur le territoire traditionnel et non cédé du peuple algonquin Anishinaabeg.

01. Adoption de l'ordre du jour

JEANRIE/CUSHON : QUE l'ordre du jour soit adopté en l'état.

ADOPTÉE

02. Approbation des procès-verbaux du Comité de direction

A. Réunion des 15 et 16 septembre 2023

JEANRIE/WHITAKER : QUE le procès-verbal de la réunion du Comité de direction tenue les 15 et 16 septembre 2023 soit approuvé tel que distribué.

ADOPTÉE

03. Suivi des réunions précédentes

A. Revue de la liste des mesures à prendre

La liste des mesures à prendre est passée en revue.

04. Rapport du président

Le président rend compte des activités auxquelles il a pris part depuis la réunion du Comité de direction tenue en septembre. Il souligne la persistance du conflit israélo-palestinien. Il indique que l'ACPPU suit la situation de près en ce qui concerne les préoccupations relatives à la liberté académique et à la liberté d'expression.

Il a participé à la conférence de l'Internationale de l'Éducation (IE) sur l'enseignement supérieur et la recherche, qui s'est tenue à Mexico du 24 au 26 octobre, dans le cadre d'une séance plénière sur la liberté académique.

05. Rapport du directeur général

A. Sujets de préoccupations et dossiers relatifs à la liberté académique

1) La liberté académique et la loi

Le directeur général indique que les actes de la conférence d'octobre 2022 de la Fondation Harry-Crowe ont été publiés dans la *Canadian Labour & Employment Law Journal* (vol. 25, n^o 1, 2023). Il remercie Michael Link (Université Western) pour son aide dans la publication des actes.

2) Site web sur la liberté académique

Le directeur général indique que le nouveau portail sur la liberté académique sera traité dans le cadre du point 07 de l'ordre du jour, *Rapport sur les actions*

politiques et les communications.

3) Sécurité de la recherche

Le directeur général fait état des nouvelles lignes directrices en matière de sécurité de la recherche mises en œuvre par le gouvernement fédéral. Les collaborations en matière de recherche dans les « domaines sensibles » devront faire l'objet d'une évaluation des risques pour la sécurité nationale. En outre, les lignes directrices prévues interdiraient tout financement fédéral de la recherche dans des « domaines sensibles » et en partenariat avec des institutions étrangères spécifiques liées à des services d'État, militaires ou de sécurité hostiles. L'ACPPU craint que ces nouvelles lignes directrices ne constituent une grave menace pour la recherche des universitaires canadiens d'origine chinoise.

4) Université Laval (Provost)

Le directeur général fait le point sur le cas du professeur Patrick Provost de l'Université Laval. Le professeur Provost a été suspendu à deux reprises pour avoir remis en question la sécurité et l'efficacité des vaccins contre la COVID-19 pour les enfants. Sa suspension a été prolongée d'une semaine pour avoir participé à une entrevue avec les médias, ce qui, selon l'Université, constitue une violation de son obligation de s'abstenir de ses « fonctions professorales » pendant la durée de sa suspension. Le Syndicat des professeurs et professeures de l'Université Laval (SPUL) a déposé un grief dans ce dossier.

5) Université Queen's

Le directeur général fait état d'une enquête menée à l'Université Queen's à la suite de plaintes d'étudiants et d'étudiantes relatives à la mention d'insultes raciales dans des documents de lecture et des discussions en classe dans le cadre d'un cours de linguistique. L'enquête a conclu que la mention des insultes avait un but pédagogique et ne violait pas les politiques de l'Université en matière de harcèlement et de discrimination.

6) Université de l'Alberta (Lowrey)

Le directeur général fait état d'une décision d'arbitrage dans le cas de la professeure Kathleen Lowrey (Université de l'Alberta). La professeure Lowrey, qui se décrit elle-même comme une « féministe critique du genre », a été démise de ses fonctions de directrice adjointe. La décision a établi que les professeurs occupant un poste administratif bénéficient de la protection de la convention collective, y compris de la liberté académique. Toutefois, leur liberté académique est limitée lorsqu'ils assument des fonctions administratives. L'arbitre a conclu que la professeure Lowrey était libre d'exprimer ses opinions, mais que ce faisant, elle avait fait preuve d'un « manque de compétences générales » nécessaires pour le poste. Il n'a pas été constaté que la professeure Lowrey avait fait preuve de discrimination à l'égard de qui que ce soit. L'arbitre a également conclu que le renvoi de la professeure Lowrey ne constituait pas une mesure disciplinaire.

7) Israël/Palestine

Le directeur général fait état de plusieurs cas survenus sur des campus

canadiens en relation avec le conflit israélo-palestinien. Des incidents ont

impliqué des étudiants et étudiantes à l'Université York, à l'Université de Toronto (Mississauga), à l'Université métropolitaine de Toronto et à l'Université d'Ottawa; des cas ont impliqué des membres du personnel académique à l'Osgoode Hall Law School, à l'Université Wilfrid Laurier, à l'Université de Toronto, à l'Université de Winnipeg, au Collège Langara, à l'Université de Victoria, à l'Université Concordia, à l'Université de Montréal et à l'Université McMaster; et des cas ont impliqué des membres du personnel non académique à l'Université Western et à l'Université de l'Alberta. L'ACPPU a émis un énoncé de principes pour aider les associations membres à faire face à ces questions extrêmement difficiles.

B. Service d'arbitrage

1) Mont Royal (Widdowson)

S. Godwin, co-conseillère de l'ACPPU, fait le point sur l'affaire concernant la professeure Frances Widdowson de l'Université Mount Royal. Mme Widdowson, professeure titulaire, a été congédiée le 20 décembre 2021 pour ses commentaires satiriques sur Twitter et pour avoir déposé des plaintes de harcèlement prétendument frivoles. La liberté académique et la définition du harcèlement sont des questions essentielles. Les audiences ont duré 30 jours; les témoignages ont été entendus le 16 novembre 2023 et les mémoires doivent être déposés le 24 janvier 2024. L'ACPPU agit à titre de conseiller par l'entremise de ses services d'arbitrage.

2) Bishop's (Stonebanks)

Le directeur général fait le point sur l'affaire concernant le congédiement du professeur Christopher Darius Stonebanks à l'Université Bishop's. M. Stonebanks, professeur titulaire, a été congédié le 16 novembre 2021, pour avoir prétendument été trop véhément dans ses allégations de racisme au sein de l'Université. Les préjugés inconscients et la liberté académique sont tous deux en cause. Des témoignages d'experts seront présentés sur ces points. Plusieurs dates d'audience sont fixées d'ici décembre 2025.

3) Université de Toronto

L'ACPPU offre un soutien à la University of Toronto Faculty Association (UTFA) dans le cadre d'un grief de gouvernance en cours.

06. Questions relatives aux membres

A. Brescia et Western

Le directeur général fait le point sur la fusion du Brescia College avec l'Université Western.

B. Waterloo

Le directeur général fait le point sur l'examen organisationnel de la Faculty Association of the University of Waterloo (FAUW).

C. McGill

Le directeur général signale que l'Association mcgillienne des professeur-es d'éducation (AMPE) a déposé une demande d'accréditation auprès du Tribunal administratif du travail du Québec.

D. Administration des subventions de recherche pendant un conflit du travail

Le directeur général signale que le Comité de coordination de la recherche au Canada (CCRC) a répondu par courriel à l'ACPPU sur la façon dont le transfert de fonds pour les subventions (et les dépenses connexes) des organismes des trois conseils pourrait être affecté en cas de grève.

E. Nouveaux membres associés

Une liste de nouveaux membres associés est incluse dans le dossier de la réunion à titre informatif.

F. Université Saint Mary's

Le directeur général fait état des déclarations de l'Université Saint Mary's concernant un déficit financier.

07. Rapport sur les actions politiques et les communications

A. Rapport sur les relations gouvernementales

1) Financement public

a) Mémoire prébudgétaire et Énoncé économique de l'automne

J. De Jaegher, directrice des actions politiques et des communications, fait état du mémoire prébudgétaire de l'ACPPU et de sa réponse prochaine à l'Énoncé économique de l'automne du gouvernement.

b) Activités de représentation en faveur de la recherche

J. De Jaegher fait état de la participation de l'ACPPU à une coalition fédérale sur la recherche qui préconise une augmentation du montant des bourses d'études supérieures et des bourses postdoctorales, ainsi qu'une augmentation de 10 % des subventions de recherche des trois conseils.

c) Participation à une réunion du CMEC

J. De Jaegher signale que le directeur général a participé à une réunion avec Chantale LeClerc, directrice générale du Conseil des ministres de l'éducation (Canada) (CMEC), en octobre, ce qui a permis de rétablir une communication plus régulière.

2) *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*

J. De Jaegher fait état des efforts déployés auprès du gouvernement fédéral pour que les universités et collèges publics soient exclus de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC)*.

3) Droit d'auteur

J. De Jaegher rend compte des efforts de lobbying déployés au niveau fédéral pour protéger les droits liés à l'utilisation équitable. Elle souligne que des

affiches sur le droit d'auteur ont été envoyées aux bureaux de circonscription

des députés et que des lettres demandant des réunions ont été envoyées au ministre Champagne et à la ministre St. Onge. Les réunions de la coalition *L'utilisation équitable, ça fonctionne!* se poursuivent.

4) Activités de lobbying et comparutions devant des comités

J. De Jaegher fait état des présentations faites par l'ACPPU devant le Comité permanent de la science et la recherche (CPSR) sur le financement des étudiants et étudiantes aux études supérieures et les écarts de rémunération du personnel académique dans les universités canadiennes. Elle souligne également une rencontre entre le président de l'ACPPU, Peter McInnis, et des représentants du bureau du ministre O'Regan (Travail).

5) Journée sur la Colline du Parlement

J. De Jaegher fait état de la prochaine journée de l'ACPPU sur la Colline du Parlement, la première journée de lobbying en personne depuis 2018. Elle indique que plus de 50 déléguées et délégués s'étaient inscrits à la journée de lobbying et que plus de 50 rencontres étaient prévues avec quatre partis fédéraux. La journée de lobbying a été l'occasion de souligner les demandes de l'ACPPU concernant le retrait des établissements d'enseignement postsecondaire publics de la LACC, le financement de la recherche fondamentale et une stratégie nationale pour l'éducation postsecondaire.

6) Partenaires de solidarité

J. De Jaegher fait état d'une séance de planification stratégique tenue par la Coalition canadienne de la santé (CCS) sur l'assurance-médicaments et les efforts de privatisation. Elle signale également la publication intitulée Budget fédéral alternatif du Centre canadien de politiques alternatives (CCPA) de cette année, qui comprend les recommandations de l'ACPPU en matière d'éducation postsecondaire.

7) Recherche en matière de politiques

a) Micro-crédits

J. De Jaegher annonce qu'un numéro de Dossiers en éducation à l'intention des membres sur les micro-crédits est à venir.

b) Intelligence artificielle

J. De Jaegher annonce qu'un numéro de Dossiers en éducation à l'intention des membres sur l'intelligence artificielle est à venir. Le projet en cours contribuera à la séance d'information du Conseil sur le sujet.

B. Rapport sur l'organisation syndicale et l'éducation

1) Semaine de l'emploi équitable

J. De Jaegher rend compte de la Semaine de l'emploi équitable de cette année, qui s'est tenue du 16 au 20 octobre 2023, et qui a culminé avec la Conférence du personnel académique contractuel les 20 et 21 octobre. La conférence comprenait une séance de planification de campagne sur la Semaine de l'emploi équitable, et a accueilli un discours d'ouverture de Mme Rebecca Givan, présidente de la Rutgers American Association of University Professors (AAUP-AFT). Plus de 20 associations ont participé à des activités locales dans le cadre de la Semaine de l'emploi équitable,

qu'il s'agisse de pétitions, de dépôts de rapports, d'affichages, de discussions de groupe ou de participation dans les médias sociaux.

2) Élections provinciales au Manitoba

J. De Jaegher rend compte du soutien apporté par l'ACPPU à la Manitoba Organization of Faculty Associations (MOFA) en matière de défense d'intérêts axée sur des questions précises avant les élections provinciales.

3) Référentiel sur la gouvernance collégiale

J. De Jaegher signale que les membres du Comité de la gouvernance continuent de développer le contenu du référentiel sur la gouvernance en ligne.

4) Site web sur la liberté académique

J. De Jaegher signale que le contenu final du nouveau site web sur la liberté académique commence à être mis en ligne. Elle a partagé les visuels du site avec le Comité.

5) Cours

J. De Jaegher fait le point sur les récents cours nationaux organisés par l'ACPPU, notamment les cours sur la préparation à la grève (22 septembre), le traitement des griefs (25-28 septembre) et les négociations collectives (23-27 octobre). Elle souligne que l'équipe chargée de l'organisation syndicale et de la formation continue d'étudier la possibilité d'améliorer les cours en ligne de l'ACPPU et d'ajouter des formations régionales en personne.

C. Rapport sur les communications

1) Bulletin de l'ACPPU

J. De Jaegher rend compte de la publication trimestrielle de l'ACPPU, *Le Bulletin*, en soulignant les articles récents sur les partenariats de recherche avec des établissements chinois qui font l'objet d'un examen minutieux, sur l'IA et l'avenir du travail académique, et sur la gouvernance collégiale.

2) *Le Défenseur*

J. De Jaegher présente un rapport sur le bulletin électronique mensuel de l'ACPPU, *Le Défenseur*, en soulignant l'expansion de la liste de distribution grâce à la publicité faite pendant les activités du Conseil et d'autres activités de l'ACPPU, et en encourageant les personnes à s'inscrire aux activités de l'ACPPU à l'aide du formulaire d'inscription.

3) Médias

J. De Jaegher rend compte des récentes apparitions de l'ACPPU dans les médias.

4) Journal de l'ACPPU

R. Whitaker, présidente du comité de rédaction, présente les activités du

lecture pour la diffusion d'articles, de communications et d'exposés sur des sujets d'intérêt vital pour le personnel académique du secteur postsecondaire. Elle annonce la publication d'un numéro spécial, *Le militantisme syndical des travailleurs de l'information de l'enseignement postsecondaire*, sous la direction de Jennifer Dekker, de l'Université d'Ottawa, qui met en lumière les expériences de travailleuses et travailleurs qui s'organisent pour obtenir des pratiques de travail équitables dans le secteur de l'enseignement postsecondaire. Elle fait part d'un appel à contributions pour un nouveau numéro spécial intitulé *Faire de l'équité une question de justice en matière d'emploi : Succès, faux pas et échecs*. Ce numéro spécial sera codirigé par Alison Hearn, professeure à l'Université Western Ontario, et Momin Rahman, professeur à l'Université Trent.

08. Rapport sur les relations de travail et les services juridiques

A. Services juridiques

S. Godwin, directrice des services juridiques et des relations de travail et avocate principale, fait le point sur plusieurs dossiers juridiques dans lesquels l'ACPPU est intervenue.

B. Recherche

S. Godwin présente le Tableau de bord de la négociation collective de l'ACPPU, une nouvelle plateforme en ligne qui fournit de l'information sur le contexte économique récent et les dernières activités de négociation collective dans le secteur de l'éducation postsecondaire, y compris des fonctions de filtrage interactives.

C. Négociations collectives

S. Godwin fait le point sur la situation des négociations collectives dans l'ensemble du pays, soulignant que dix-neuf (19) associations membres de l'ACPPU sont présentement en négociation.

D. Publications

S. Godwin mentionne le Manuel de grève de l'ACPPU (mis à jour le 1^{er} novembre 2023), les conventions collectives négociées récemment (juin 2023, juillet 2023, septembre 2023, octobre 2023) et les numéros d'Actualité en négociation mis à jour (Actualité en négociation sur la nécessité financière et Actualité en négociation sur les salaires du personnel académique au moment de la nomination).

09. Questions financières et administratives

A. Rapport financier : Exercice clos le 30 juin 2023

Y. Sangaré, trésorier, présente le rapport financier trimestriel pour l'exercice clos le 30 juin 2023.

B. Rapport du vérificateur

1) Rapport au Comité de vérification

Y. Sangaré, trésorier, présente le rapport au Comité de vérification.

2) États financiers vérifiés 2022-2023

Y. Sangaré fait rapport sur les états financiers vérifiés.

SANGARÉ/JEANRIE : QUE le Comité de direction de l'ACPPU approuve les états financiers vérifiés pour l'exercice clos le 30 juin 2023.

ADOPTÉE

C. Rapport financier : rapport trimestriel clos le 30 septembre 2023

Yalla Sangaré, trésorier, présente le rapport financier trimestriel pour l'exercice clos le 30 septembre 2023.

D. Demandes d'aide financière

1) Internationale de l'Éducation

Le Comité de direction a examiné une demande financière de l'Internationale de l'Éducation (IE) visant à soutenir nos organisations sœurs en Palestine : le Syndicat général des enseignantes et enseignants palestiniens (GUPT), le General Union of Workers in Kindergartens and Private Schools (GUWKPS) et la Palestinian Federation of Unions of University Professors and Employees (PFUUPE), dans leurs efforts visant à aider le personnel enseignant et les étudiantes et étudiants dans le besoin dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.

AUSTIN-SMITH/WHITAKER : QUE l'ACPPU verse 5 000 \$ à l'Internationale de l'Éducation pour soutenir ses organisations sœurs en Palestine dans leurs efforts pour aider le personnel enseignant et les étudiantes et étudiants dans le besoin dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.

AMENDEMENT

SANGARÉ/NOËL : QUE le montant de la contribution soit porté à 10 000 \$.

La motion principale, telle qu'amendée, est mise aux voix.

ADOPTÉE

2) COCAL

N. Papatheodorakos, président du Comité du personnel académique contractuel, signale que la Coalition of Contingent Academic Labor (COCAL), une coalition de militantes et militants de l'enseignement supérieur du continent nord-américain, tiendra sa prochaine conférence internationale biennale en août 2024 au Canada (Gatineau). Il demande au Comité de direction d'envisager de fournir une aide financière pour soutenir l'organisation de cet événement.

PAPATHEODORAKOS/CUSHON : QUE le Comité de direction de l'ACPPU

verse une contribution financière de 10 000 \$ pour la conférence internationale de la COCAL prévue en août 2024 au Canada.

ADOPTÉE

E. Nouvelle offre d'un partenaire d'affinité

T. Cantin fournit des informations sur une offre de H & R Block de devenir un partenaire d'affinité de l'ACPPU. Le Comité de direction convient qu'il n'y a pas d'intérêt à conclure un accord pour le moment.

10. Énoncés de principes

A. Examen quinquennal

1) Politique sur le temps de dégagement

Le Comité de direction examine la politique révisée sur le temps de dégagement.

STEINKE/CUSHON : QUE la politique révisée sur le temps de dégagement soit soumise à l'examen du Conseil.

ADOPTÉE

B. Documents en cours d'examen

1) Mandat du Prix Sarah-Shorten

En septembre 2023, le Comité de direction a approuvé une révision du mandat du Prix Sarah-Shorten et a recommandé que le projet révisé soit envoyé au Conseil pour examen. Il est recommandé que le mandat des autres prix nationaux de l'ACPPU (Prix Bernice-Schrank, Prix des bibliothécaires et des archivistes pour services émérites, Prix Donald-C.-Savage et Prix pour l'équité) soit modifié pour tenir compte de ces changements. Une copie du mandat révisé est incluse dans le procès-verbal de la réunion à titre de référence.

2) Mandat du Prix Bernice-Schrank

Le Comité de direction étudie les propositions de modification du mandat du Prix Bernice-Schrank.

WHITAKER/JEANRIE : Le Comité de direction recommande que le mandat du Prix Bernice-Schrank soit modifié pour s'aligner sur les changements proposés au mandat du Prix Sarah-Shorten et que le mandat révisé soit soumis à l'examen du Conseil.

ADOPTÉE

3) Mandat du Prix des bibliothécaires et des archivistes pour services émérites

Le Comité de direction recommande que le mandat du Prix des bibliothécaires et des archivistes pour services émérites soit révisé pour s'aligner sur les amendements proposés au mandat du Prix Sarah-Shorten et que le mandat révisé soit soumis au Conseil pour examen.

4) Mandat du Prix Donald-C.-Savage

Le Comité de direction recommande que le mandat du Prix Donald-C.-Savage soit révisé pour s'aligner sur les amendements proposés au mandat du Prix Sarah-Shorten et que le mandat révisé soit soumis à l'examen du Conseil.

5) Mandat du Prix Lee-Lorch

Le Comité de direction décide de créer un sous-comité chargé de réviser le mandat du prix Lee-Lorch. B. Austin-Smith, K. Cushon et L. Savage se portent volontaires pour former ce sous-comité. Ils présenteront une révision du document lors d'une prochaine réunion du Comité de direction.

6) Mandat du prix commémoratif Milner

Le Comité de direction étudie le mandat du Prix commémoratif Milner et renvoie le document au Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi pour qu'il le révisé et le soumette à nouveau au Comité de direction.

7) Mandat du Prix pour services insignes

Le Comité de direction étudie le mandat du Prix pour services insignes. Aucune modification n'est apportée à la politique.

8) Mandat du Prix pour l'équité

Le Comité de direction recommande que le mandat du Prix pour l'équité soit révisé pour s'aligner sur les amendements proposés au mandat du Prix Sarah-Shorten et que le mandat révisé soit soumis à l'examen du Conseil.

11. Examen de l'ordre du jour de l'assemblée du Conseil

L'ordre du jour de l'assemblée du Conseil est examiné.

12. Rapport des comités et des groupes de travail

A. Rapports des comités permanents

1) Liberté académique et permanence de l'emploi

M. Arfken, président du Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi, rend compte des travaux du comité.

2) Négociation collective et organisation

L. Savage, président du Comité de la négociation collective et de l'organisation, rend compte des travaux du comité. Le comité s'est concentré sur la planification du Forum sur les négociations collectives et l'organisation de mars 2024. Il souligne la nouvelle version du *Manuel de grève de l'ACPPU*. Il fait état d'une nouvelle initiative, les *Mises à jour des négociations nationales de l'ACPPU*, des séances bihebdomadaires sur Zoom qui donnent aux membres l'occasion de discuter des défis et des obstacles liés à la négociation.

3) Personnel académique contractuel

N. Papatheodorakos, président du Comité du personnel académique contractuel, fait rapport de la Conférence du personnel académique contractuel qui s'est tenue les 20 et 21 octobre 2023.

4) Équité

M. Claybourn, coprésident du Comité de l'équité, fait rapport sur les travaux du comité. L'un de ses principaux objectifs a été d'ajouter de nouvelles ressources à la trousse d'outils en ligne de l'ACPPU sur l'équité, y compris des liens vers des études de cas.

5) Bibliothécaires et archivistes

K. Cushon, présidente du Comité des bibliothécaires et des archivistes, rend compte des travaux du comité. Le comité travaille à l'élaboration d'un webinaire.

B. Comités relevant du Comité de direction

1) Francophones

P. Noël, représentant ordinaire (Francophone), fait le point sur la planification en cours de la Conférence des francophones de l'ACPPU prévue pour février 2024. Il donne un aperçu du programme provisoire et encourage les associations membres à envoyer une délégation de leurs associations.

2) Personnel enseignant clinicien

Il n'y a rien de nouveau à signaler.

3) Personnel académique des collèges et des instituts

Il n'y a rien de nouveau à signaler.

4) Gouvernance

R. Whitaker, coprésidente du Comité de la gouvernance, rend compte des travaux en cours concernant le développement la production de contenu pour la bibliothèque en ligne sur la gouvernance.

C. Rapports des groupes de travail

1) Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones

D. Newhouse, représentant ordinaire (Autochtone), rend compte des travaux du Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones. Le groupe de travail en est aux premières étapes de l'élaboration de l'ordre du jour de la Conférence du personnel académique autochtone d'octobre 2024. Le groupe de travail se penche sur la question de la vérification de l'identité autochtone dans les établissements d'éducation postsecondaire.

13. Affaires internationales

A. Internationale de l'Éducation

Le directeur général signale que le prochain congrès mondial de l'Internationale de l'Éducation se tiendra l'année prochaine à Buenos Aires, en Argentine.

B. Conseil des droits de l'homme des Nations unies – Réunion d'experts sur la liberté académique

Le directeur général rend compte d'une réunion à laquelle il a assisté avec la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le droit à l'éducation, qui prépare un rapport sur la liberté académique.

14. Réunions, conférences et évènements

A. Participation à des réunions

1) Présentation à la KUCFA sur la gouvernance (27 septembre, London) :

La vice-présidente rend compte de sa participation à la réunion annuelle de la King's University College Faculty Association (KUCFA), où elle a fait une présentation sur les questions de gouvernance.

2) Caisse de défense de l'ACPPU (14 octobre, Montréal) :

L'assemblée générale annuelle de la Caisse de défense de l'ACPPU s'est tenue le 14 octobre 2024 à Montréal. Plusieurs membres du Comité de direction y ont assisté.

3) Conférence régionale de l'Ouest (19-21 octobre, Lethbridge)

La représentante ordinaire (Général), C. Steinke, rend compte de sa participation à la Conférence régionale de l'Ouest, qui s'est tenue du 19 au 21 octobre à Lethbridge. Le représentant ordinaire (Francophone), P. Noël, était également présent.

4) Comité du personnel académique contractuel de l'ACPPU (19 octobre, Ottawa)

Ce point a déjà fait l'objet d'un rapport sous le point 12-A-3, *Rapports des comités permanents, Comité du personnel académique contractuel*.

5) Conférence de l'ACPPU sur le personnel académique contractuel (20-21 octobre, Ottawa)

Ce point a déjà fait l'objet d'un rapport sous le point 12-A-3, *Rapports des comités permanents, Comité du personnel académique contractuel*.

6) Assemblée générale des membres de l'URFA (24 octobre, Regina)

La vice-présidente, R. Whitaker, rend compte de sa participation à l'assemblée générale des membres de la University of Regina Faculty Association, qui s'est tenue le 24 octobre à Regina.

7) Conférence de l'Internationale de l'Éducation sur l'enseignement supérieur et la recherche (24-26 octobre, Mexico)

Ce point est traité précédemment sous le point 04, *Rapport du président*.

8) Assemblée générale des membres de l'UNBCFA (25 octobre, Prince George)

La vice-présidente, R. Whitaker, rend compte de sa participation à l'assemblée générale des membres de la University of Northern British Columbia Faculty Association (UNBCFA).

9) Assemblée générale des membres de la MUNFA (30 octobre, Saint-Jean)

Le président, P. McInnis, rend compte de sa participation à l'assemblée

générale des membres de la Memorial University of Newfoundland Faculty Association (MUNFA).

B. Réunions et conférences prochaines

Ces réunions et activités sont indiquées à titre informatif seulement.

- 1) Journée sur la Colline du Parlement (23 novembre, Ottawa)
- 2) Assemblée du Conseil de l'ACPPU (24-25 novembre, Ottawa)
- 3) Forum sur le traitement des griefs (8-9 décembre, Ottawa)
- 4) Assemblée générale des membres de la Faculty Association of the University of Waterloo (FAUW) (7 décembre, Waterloo)
- 5) Conférence sur la gouvernance de la Confederation of University Faculty Associations of BC (CUFA BC) (18-19 janvier, Vancouver)
- 6) Forum pour les présidents (19-20 janvier, Ottawa)
- 7) Conférence des francophones de l'ACPPU (2-3 février, Ottawa)
- 8) Comité de direction de l'ACPPU (23-24 février, Ottawa)

15. Organismes associés et connexes

A. Fondation Harry-Crowe

Le président signale que les administrateurs de la Fondation Harry-Crowe se sont réunis pour examiner les états financiers vérifiés de la fondation.

B. Syndicat national de l'ACPPU (SNACPPU)

R. Whitaker, présidente du Syndicat national de l'ACPPU (SNACPPU), rend compte des activités du SNACPPU.

C. Caisse de défense de l'ACPPU

Ce point fait l'objet d'un rapport sous le point 14-A-2, *Participation à des réunions, Caisse de défense de l'ACPPU*.

D. Fiducie commémorative J.H.-Stewart-Reid

La présidente sortante, B. Austin-Smith, souligne que les administrateurs de la fiducie commémorative J.H.-Stewart-Reid se sont réunis pour examiner les états financiers vérifiés de la fiducie. Elle présentera à l'assemblée du Conseil d'automne le nom du lauréat ou de la lauréate de la bourse commémorative J.H.-Stewart-Reid 2023-2024.

E. Fondation de l'ACPPU pour les réfugiés

Le président signale que la Fondation de l'ACPPU pour les réfugiés s'est réunie pour examiner les états financiers de la fondation.

F. Fonds de défense des libertés civiles de l'ACPPU

Le président signale que les administrateurs du Fonds de défense des libertés

civiles se sont réunis pour examiner les états financiers vérifiés du fonds.

16. Coalitions et partenariats

A. Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles

J. De Jaegher, directrice des actions politiques et des communications, rend compte des activités de la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles.

B. Consortium canadien pour la recherche

J. De Jaegher rend compte des activités du Consortium canadien pour la recherche.

C. Réseau pour l'éducation publique

Il n'y a rien de nouveau à signaler.

17. Éléments d'information

Il n'y a pas d'éléments d'information.

18. Questions diverses

La vice-présidente, R. Whitaker, signale que l'ACPPU a reçu les demandes d'aide financière suivantes :

A. Campagne « Battleground Saskatchewan » (Fédération du travail de la Saskatchewan)

Le Comité de direction étudie une demande de la Fédération du travail de la Saskatchewan visant à soutenir sa campagne « Battleground Saskatchewan ».

WHITAKER/AUSTIN-SMITH : QUE le Comité de direction verse 7 500 \$ pour appuyer la campagne « Battleground Saskatchewan ».

ADOPTÉE

B. Campagne contre le retrait de l'Alberta du RPC (Fédération du travail de l'Alberta)

Le Comité de direction étudie une demande de la Fédération du travail de l'Alberta pour sa campagne contre le retrait de l'Alberta (*Remain Campaign*) du Régime de pensions du Canada (RPC).

Il est recommandé qu'avant de présenter une motion à ce sujet, nous consultions nos membres affiliés dans la province de l'Alberta pour connaître leur avis.

Il est également recommandé que l'ACPPU se dote d'une politique qui l'aiderait à établir les critères d'évaluation des demandes d'aide financière.

19. Questions relatives aux effectifs

A. Rapport du comité du personnel

B. Austin-Smith, présidente du comité du personnel, fait rapport sur une réunion

du comité du personnel qui s'est tenue le 21 novembre.

B. Affaires concernant la direction (**à huis clos**)

MARVIN/CUSHON : QUE la séance se déroule à huis clos.

ADOPTÉE

CUSHON/JEANRIE : QUE la séance reprenne son cours normal.

ADOPTÉE

20. Levée de séance

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.